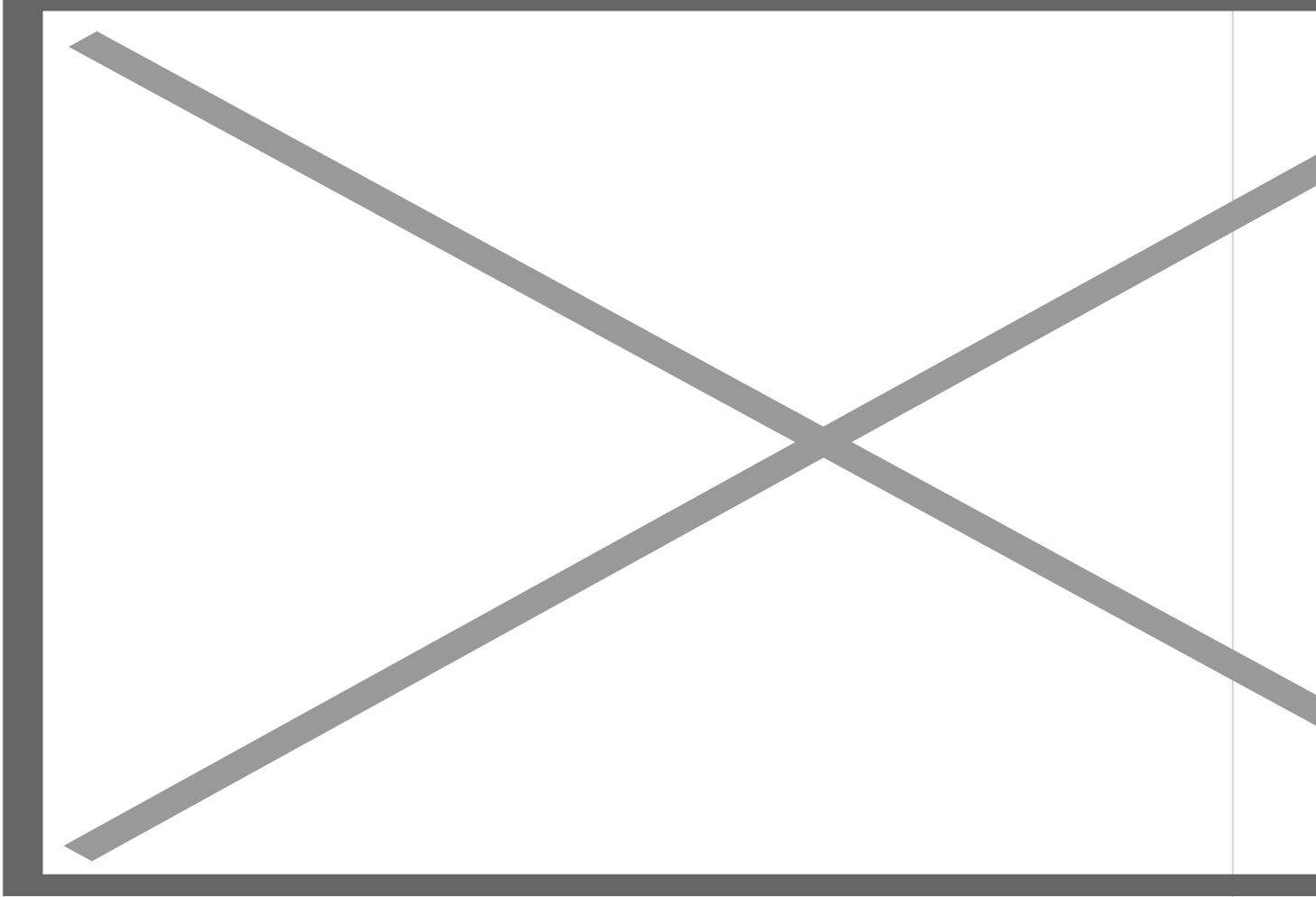


Díaz-Canel à l'Assemblée nationale : il est temps d'aller au-delà des diagnostics et de passer à l'action

Image not found or type unknown



La Havane, 19 juillet (RHC) En clôturant la troisième session de la dixième législature de l'Assemblée nationale, le président cubain et premier secrétaire du Comité central du PCC, Miguel Díaz-Canel, a souligné vendredi les questions de grande importance pour le pays qui ont été traitées au cours de ces journées et a affirmé que « le moment est venu de changer ce qui doit l'être et d'avancer sur le chemin parcouru il y a 65 ans pour nous émanciper par nous-mêmes et avec nos propres efforts, selon le concept de Révolution que Fidel nous a légué ».

Se référant au fait que certains critiquent l'approbation unanime de presque tous les accords de l'Assemblée nationale, « une synthèse du pays que nous sommes », Díaz-Canel a souligné qu'ils ignorent que, derrière ces accords, « il y a de longues et intenses journées de travail, de débat et de recherche d'un consensus dans l'intérêt collectif ».

« Cuba n'est pas dirigée par une seule personne, ni même par un petit groupe de personnes. Il s'agit d'une « dictature » que les ennemis de la révolution ne pourront jamais comprendre : la dictature des travailleurs, la dictature du peuple représenté par ceux d'entre nous qui sont réunis ici par décision populaire. Par conséquent, ce que nous discutons ici est une ligne directrice et ce que nous approuvons est une loi.

« Nous n'accepterons jamais la mascarade de démocratie qui se déploie dans les vitrines de l'Empire, où les candidats sont évalués en fonction de l'argent qu'ils peuvent récolter et où, au lieu de proposer de véritables changements aux grands problèmes de leur pays, chacun essaie de vaincre son adversaire à coups de disqualifications et d'insultes.

« Nous n'acceptons pas non plus comme modèle le Congrès tout-puissant des États-Unis, où des législateurs honnêtes, désireux de servir leurs communautés, sont contraints de légiférer aux côtés de véritables bandits, serviteurs des lobbyistes de l'armement et d'autres entreprises infâmes, comme ceux qui maintiennent depuis des décennies des politiques contre Cuba comme s'il s'agissait d'une question de politique intérieure », a déclaré le président.

Il a ajouté que « s'il y a quelque chose qui nous honore en tant que nation, c'est la composition de cette Assemblée, le caractère authentiquement cubain de chaque législature, où il n'y a pas de paiement d'heures supplémentaires. La seule récompense en échange est la possibilité réelle et pratique d'être plus utile à la société et la reconnaissance des personnes que nous servons.

Dans son discours aux députés, M. Díaz-Canel a déclaré que « l'intense activité législative de ces sessions confirme ce que je dis ».

À cet égard, il a souligné que six lois d'une importance transcendantale pour la société et qui développent des préceptes constitutionnels ont été approuvées, trois d'entre elles étant présentes pour la première fois dans le système juridique de la nation.

« Il s'agit des lois sur la citoyenneté, sur la procédure administrative et sur la transparence et l'accès à l'information publique. Les riches débats et les contributions des députés à l'analyse de chaque projet de loi les ont renforcés et les ont obligés à apporter d'importantes modifications à leur contenu », a-t-il déclaré.

En ce qui concerne les projets de loi les plus débattus au cours de cette session, il a mentionné ceux relatifs au statut des personnes se trouvant sur le territoire national, qu'il s'agisse de citoyens cubains ou d'étrangers.

Il s'agit de « la loi sur la citoyenneté, la première à régler cette question, avec la reconnaissance de la multi-citoyenneté et de la citoyenneté effective ; la loi sur les migrations, peut-être la plus débattue, et la loi sur les étrangers, qui met à jour la réglementation en vigueur depuis 1976 ».

Ces lois, a souligné le président, témoignent de la volonté d'élargir et d'approfondir les relations avec tous les Cubains, avec tous ceux qui sont attachés à leur patrie, et ratifient le fait que Cuba est un lieu sûr et respectueux pour tous les étrangers qui décident de vivre sur le territoire national.

Il a souligné que chacune de ces normes répond à une demande d'intérêt public, comme la loi de procédure administrative, « un changement transcendantal pour le fonctionnement de l'administration publique, qui doit devenir un frein aux manifestations bureaucratiques des fonctionnaires », ou la loi de transparence et d'accès à l'information publique, « cohérente avec les principes fondamentaux de l'État de droit socialiste ».

Le dirigeant cubain a souligné que « chaque jour, nous nous heurtons à d'énormes obstacles aux rêves et aux projets de justice sociale, conscients qu'il est de notre responsabilité, en tant qu'État socialiste, de défier les puissantes forces dominantes à l'intérieur et à l'extérieur de la sphère sociale et nationale », conformément à une autre idée fondamentale du concept de Révolution.

Faisant remarquer que nombreux sont ceux qui, à partir de perspectives différentes, décrivent le moment actuel comme « le plus difficile de l'histoire de la révolution » et que « certains vont même jusqu'à suggérer que la période révolutionnaire est terminée », M. Díaz-Canel a reconnu que « le moment est très difficile, sans aucun doute. Le peuple le dit et ceux d'entre nous qui travaillent pour atténuer l'impact de ces difficultés sur la vie quotidienne de chacun le ratifient. Mais la Révolution est vivante et ses ennemis le savent. C'est pourquoi ils la harcèlent et l'attaquent.

La révolution - a poursuivi le président cubain - « est mise au défi de se révolutionner elle-même et c'est ce qu'elle fait. Nous le faisons ensemble, en équipe, parce qu'aucune autre formule n'est possible.

Díaz-Canel a affirmé que le moment a toujours été difficile pour les révolutionnaires, « mais difficile ne signifie pas insurmontable. Cela est inscrit dans l'histoire des 65 dernières années ».

Il a rappelé que depuis que la Révolution a pris le pouvoir, elle a été menacée en permanence, « l'île a été minée par des bandits que l'on appellerait aujourd'hui à juste titre des terroristes », son économie a été constamment sabotée, ses relations avec l'Amérique latine ont été rompues sous la pression des Yankees, « qui nous ont déclarés leurs ennemis sous une avalanche de mensonges exaltés par la féroce propagande anticommuniste de la guerre froide ».

« Qu'ont été la Baie des Cochons, la Crise d'Octobre, les pestes, les attentats, les bombes, les sabotages au milieu de situations aussi dramatiques que le cyclone Flora et toute la pauvreté héritée du système précédent ?

Le moment est très difficile, mais l'histoire qui l'a précédé est si sobre, si inspirante, si héroïque, qu'elle seule répond à toutes les questions avec la phrase toujours provocante avec laquelle le général de l'armée nous a appris à affronter la difficulté : « Yes we can » (Oui, nous pouvons).

Il a affirmé que « Fidel n'est plus physiquement là, c'est douloureusement vrai, mais ses idées et son héritage sont là, et Raúl et une partie de la génération historique sont là, le pied à l'étrier, éduquant et stimulant ceux d'entre nous qui accomplissent aujourd'hui l'honorable tâche de donner une continuité à la révolution pour nous rappeler que, même au milieu des plus grands défis, Cuba a réussi à atteindre certains des meilleurs indicateurs de développement humain ».

« Vous êtes ici pour démontrer ce que l'histoire elle-même a mis en évidence : que la nation possède une force fondamentale pour surmonter toutes les difficultés. Raúl l'appelait la prunelle de nos yeux : l'unité ».

Dans un scénario plein d'obstacles », a poursuivi Mme Díaz-Canel, »l'unité est l'arme principale pour résister et gagner. Il ne s'agit pas de l'unité des slogans ou de l'unanimité ; les coïncidences non critiques sur les questions les plus urgentes ne sont d'aucune utilité. C'est l'unité par la participation optimiste. C'est un engagement qui répond à un objectif et à un idéal : sauver la patrie, maintenir et développer la révolution et le socialisme, seule garantie de préservation d'une justice sociale que ce peuple a conquise en plus de 150 ans de lutte et à laquelle il ne renoncera jamais. Tous ceux qui sont déterminés à contribuer à cette mission sont indispensables à la Révolution.

« Le débat est légitime et la confrontation d'idées que nous provoquerons toujours est sage et utile. Personne ne doute que c'est d'eux que viendront les meilleures décisions et les meilleures contributions, dictées par le désir de dépasser les erreurs, de surmonter les difficultés et d'aller de l'avant.

« En revanche, la disqualification de chaque étape de la recherche de solutions, la prédisposition instantanée et irréfléchie qui ne conduit qu'à la démobilisation et au découragement, est une autre chose.

Plus loin dans son discours, il a affirmé que « Cuba vit, travaille, résiste et crée sous les bombes silencieuses d'une guerre silencieuse dont l'objectif principal est l'activité économique. L'objectif est d'affamer et d'affamer le peuple sous le poids de la politique criminelle qui a été décrite dans le célèbre mémorandum Mallory en 1960 et qui, au cours de ces six décennies, n'a fait qu'augmenter son agressivité.

« Il est de la responsabilité de l'État et du gouvernement de faire face à cette très grave éventualité de la manière la plus créative, et la direction du pays ne repose pas sur le fait de surmonter la guerre économique qui a un impact si sévère sur la qualité de vie des gens ».

Faisant référence à certains qui remettent en question l'utilisation du terme économie de guerre sur la base de définitions académiques et de l'expérience historique, il a demandé, « sur la base d'éléments pratiques de la dure réalité dans laquelle nous vivons » : « L'économie qui nous oblige à fonctionner avec un accès limité ou inexistant aux institutions financières internationales dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté sur le plan économique peut-elle être qualifiée d'économie sans adjectifs ? Comment définir le mécanisme risqué et labyrinthique de l'importation de combustible sous la pression et la persécution des compagnies maritimes, des compagnies pétrolières et des gouvernements disposés à le vendre ?

« Refuser à Cuba l'accès à des produits contenant un minimum de 10 % de composants américains ; nous obliger à gérer des investissements et des plans dans le plus grand secret avec le risque latent et réel qu'ils échouent s'ils sont connus des États-Unis ; soumettre les principales entreprises du pays aux sanctions prévues contre les nations incluses dans leurs listes fallacieuses qui ferment les banques et les possibilités de financement partout, ne sont-ce pas là des formes indéniables de guerre économique ? (...) Il n'existe aucun autre gouvernement soumis à une guerre d'une telle nature, aussi prolongée et soutenue par des lois d'un autre pays qui affectent toute l'économie, comme les lois Torricelli et Helm-Burton, élaborées dans le but déclaré de changer le régime politique de Cuba. Gérer l'économie dans des conditions qu'aucune autre nation au monde ne connaît, comment l'appelez-vous alors ?

Le président a reconnu que la situation économique très complexe du pays se manifeste aujourd'hui dans pratiquement tous les domaines de l'économie, mais qu'il y en a certains où l'effet des pénuries est plus douloureux et plus important, comme l'impossibilité pratique d'assurer l'approvisionnement en temps voulu des rares denrées alimentaires de base et des médicaments, l'instabilité du système énergétique national et l'absence de contrôle des prix excessivement élevés, spéculatifs et abusifs, qui limitent le pouvoir d'achat d'une partie considérable de la population.

« Dans le même temps, et en conséquence des pénuries et limitations persistantes, les manifestations d'indiscipline, de violence sociale, de toxicomanie et de vandalisme qui menacent la tranquillité des citoyens, entre autres problèmes, sont en augmentation.

« Cette situation exige la mise en œuvre immédiate d'actions concrètes, bien sécurisées et correctement contrôlées, qui doivent être soutenues par une stratégie de communication politique et institutionnelle adéquate.

« Le Premier ministre a présenté à l'Assemblée l'état d'avancement des projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie au cours du premier semestre et, en même temps, il a indiqué dans quelles directions nous allons concentrer nos efforts pour le reste de l'année, ce qui constitue un appel au travail que nous devons soutenir en fournissant des résultats concrets », a déclaré M. Díaz-Canel.

Il est temps, a-t-il poursuivi, « d'aller au-delà des diagnostics et de passer aux actions. Nous devons veiller à ce que ce qui a été approuvé soit mis en œuvre, en définissant bien les objectifs, en préparant mieux les exécutants de chaque mesure, en promouvant l'assurance politique, communicationnelle, matérielle et financière, en organisant les actions avec un calendrier de mise en œuvre afin qu'elles ne restent pas un simple discours et, surtout, en exerçant un contrôle sur les corrections et les ajustements avec le retour d'information nécessaire ».

Il a ajouté que « pour ce qui est de nos responsabilités dans le domaine incertain et complexe de l'économie, il faut reconnaître que dans l'empressement à respecter les orientations de politique économique et sociale du huitième congrès du parti, en débloquant les processus et en promouvant la formation des MPME, nous n'avons pas été assez fermes pour exiger la création de bases réglementaires suffisamment solides et complètes pour guider le fonctionnement de ces formes de gestion, qui opéraient déjà dans l'économie, mais sans reconnaissance formelle ».

« Les contrôles ultérieurs ont montré que nombre de ces entreprises n'ont pas répondu à la confiance de l'État avec l'honnêteté et la transparence qu'une société peu organisée exige et requiert.

Poursuivant son discours devant l'Assemblée nationale réunie en séance plénière, le président cubain a souligné qu'« en ce moment, la loi et l'ordre doivent prévaloir si nous voulons que les formes de gestion de l'économie triomphent et soient renforcées ». Je tiens donc à réaffirmer qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de chasse aux sorcières contre les MPME privées, comme certains le prétendent, le manipulent ou le suggèrent. La confrontation portera sur le manque de contrôle, les illégalités, l'évasion fiscale, la spéculation et la fraude, d'où qu'elles viennent, que les entreprises soient publiques ou privées. Il s'agit d'une bataille contre l'illégalité et non contre les formes de propriété et de gestion ».

Il a rappelé que la création de formes non étatiques de gestion de l'économie répondait à une politique approuvée lors du sixième congrès du parti, après un large processus de consultation populaire lors de la discussion des lignes directrices, et que ce qu'il fallait, c'était l'appliquer avec ordre et discipline, dans les limites de la loi.

« Les MYPIME ont été conçues comme des acteurs économiques qui complètent le secteur public, principalement en termes de production. Cependant, il y a eu une grande distorsion dans ce domaine. Une bonne partie d'entre elles se sont consacrées à la commercialisation de produits importés qui, bien qu'ils répondent à certains besoins immédiats des citoyens, ne contribuent pas au développement durable du pays.

« L'entreprise d'État socialiste, en collaboration avec le secteur non étatique, doit continuer à relever le défi d'avancer à un rythme accéléré, de manière intégrée et harmonieuse, dans le développement des principaux processus de production du pays.

« Nous sommes convaincus, et nous le promouvons, que l'un des moyens les plus sûrs et les plus rapides d'influencer le bien-être de la population est d'optimiser les processus économiques, productifs et sociaux à partir de la base, mais nous devons commencer par mettre de l'ordre, non seulement dans la gestion des formes non étatiques, car lorsque je parle d'ordre, je ne me réfère pas seulement au contrôle,

mais aussi à l'organisation des processus avec efficacité, à la nécessité d'innover, de briser l'inertie, d'aller dans le sens du développement qui est nécessaire de toute urgence.

« Les MYPIME cubaines n'ont pas été conçues uniquement pour le secteur non étatique de l'économie ; cependant, la dynamique de leur formation dans le secteur étatique a été pratiquement nulle, malgré quelques expériences positives.

« Je peux citer le cas des biofactories, qui étaient piégées par les inefficacités des entreprises dont elles faisaient partie, et qui, une fois transformées, ont considérablement amélioré leur production et leurs indicateurs économiques et financiers. Il en va de même pour les entités du secteur des communications. Les MPME sont conçues pour que les entreprises de haute technologie puissent profiter de leur capacité d'adaptation.

Le président a ensuite attiré l'attention sur une autre tendance négative à laquelle il faut faire face dans la société : les actes criminels et de vandalisme encouragés par le gouvernement américain et les secteurs extrémistes de la contre-révolution dans leur offensive médiatique et leurs tentatives de créer un scénario d'insécurité favorable à leurs objectifs déstabilisateurs.

Il a souligné que l'action permanente du ministère de l'Intérieur (MININT) et des organes judiciaires en contact étroit avec la population a permis de découvrir, de prévenir et d'affronter de multiples typologies et tendances criminelles au cours des dernières années, ce qui a été possible grâce à une plus grande rigueur dans le traitement juridique, pénal et pénitentiaire, en particulier dans le cas des personnes accusées, inculpées ou punies pour des délits à forte nuisance sociale.

Image not found or type unknown

Il a rappelé que le général d'armée avait un jour averti que la bataille contre la criminalité et la corruption n'admettait plus de contemptions et avait exhorté à se montrer implacable face à ce phénomène. « Cet appel est toujours d'actualité et, pour le promouvoir, il faut exalter les attitudes les meilleures, les plus honnêtes et les plus dignes des citoyens.

« Nous devons renforcer le travail d'éducation dans les familles, les écoles, les institutions et la société. Nous devons améliorer nos mécanismes de contrôle populaire, afin de gérer l'exercice des fonctions et des responsabilités des dirigeants et des fonctionnaires devant le peuple avec transparence et intégrité. Nous devons faire preuve de rigueur dans la découverte des actes criminels et dans les poursuites judiciaires, en respectant toujours les procédures et les garanties prévues », a souligné le président.

Il a ajouté qu'"il est nécessaire d'apporter des idées et des solutions qui impliquent l'ensemble de la société dans la lutte contre la criminalité. Si un pays a de l'expérience en la matière, c'est bien Cuba. Tolérance zéro pour ceux qui profitent des difficultés économiques pour s'enrichir sans contribuer ; tolérance zéro pour les indolents, les voyous et les paresseux. Si les lois doivent être plus sévères, c'est à cette Assemblée de légiférer en ce sens ».

« Une petite nation, qui a courageusement affronté l'empire le plus puissant de l'histoire, ne se laissera pas vaincre par le crime », a averti M. Díaz-Canel.

Ces années et chaque heure de combat récompensée ont accru la capacité du peuple cubain, souvent démontrée et d'autres encore insoupçonnée, à faire face à de multiples attaques, pénuries, provocations et défis.

Notre esprit est tellement formé que cette résistance ignore l'immobilisme, l'endurance sans aller de l'avant.

La voie cubaine, c'est la résistance intelligente, c'est créer à contre-courant. Nous parlons de ne pas nous conformer, de continuer à tracer des horizons, de continuer à faire sans écouter les voix du désespoir. La voie cubaine, c'est se refaire chaque jour dans l'art du possible et prouver que, comme Fidel nous l'a appris, cela vaut la peine de vivre et de se battre.

Le meilleur choix qui émerge de ces heures est la grandeur d'un peuple qui sait, au plus profond de son amour-propre, combien il est précieux de vivre pour connaître, à partir de la rébellion, le sens de la dignité et du dévouement, et ce que signifie vaincre.

À quelques heures du 71^e anniversaire de l'assaut de la deuxième forteresse de Cuba, ce petit moteur de la rébellion qui a allumé le grand moteur de la révolution de Fidel, Raul, Ramiro et de la génération exemplaire du centenaire de l'apôtre, nous félicitons le noble et laborieux peuple cubain qui a fait de la rébellion une réalité, nous félicitons le noble et laborieux peuple d'Espiritu et de tout Cuba pour son héroïsme et sa résistance à l'empire, mais aussi pour sa rébellion et sa non-conformité face aux erreurs, aux distorsions et aux tendances négatives qui apparaissent sans cesse sur le chemin toujours ardu et nouveau du socialisme.

Cette génération engagée dans la continuité de la révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles, se battra pour que nous puissions tous parvenir, tôt ou tard, à une prospérité digne et inclusive, où aucun citoyen n'est laissé sans protection. C'est à cela que nous travaillons.

Traduit de Cubadebate

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/360532-diaz-canel-a-lassemblee-nationale-il-est-temps-daller-au-dela-des-diagnostics-et-de-passer-a-laction>



Radio Habana Cuba